

**EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION
DU POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU CŒUR ENTRE-DEUX-MERS
COMITE SYNDICAL du 28 septembre 2023**

DELIBERATION N°29/2023

Objet : Mise en place d'un cadastre solaire mutualisé

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit septembre à dix-huit heures, le Comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Cœur Entre-deux-Mers dûment convoqué, s'est réuni à Targon.

Date de convocation du Comité syndical : 22 septembre 2023.

Secrétaire de séance : Marie-France DALLA LONGA

Présents :

résultats :

TITULAIRES			SUPPLEANTS		
CDC RURALES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
DALLA LONGA	Marie-France	×	BOUDON	Chantal	
FAVORY	Jean		SHERIFFS	Colin	
MAULUN	Frédéric	×	GUÉRIN	Éric	
TESSIER	Sylvie	×	LAPUYADE	Arlette	
CDC LES COTEAUX BORDELAIS					
AUBIN	Maryse	×	AVINEN	Marc	
JOUCREAU	Michel		BONNIER	Patrick	×
COLINET	Christophe		LHOMET	Sylvie	
GUERIN	Christine		CHAMPALOU	Karine	
DESTRUEL	Philippe		LE ROUX	Hélène	
CDC RIVES DE LA LAURENCE					
QUENNEHEN	Vincent		LA MACCHIA	Bruno	
MARTIN	José	×	YANINI	Daniel	
BORIES	Lucile		DA COSTA	Laëtitia	
FAVRE	Emmanuelle	×	KOUTCHOUK	Harrag	
COTSAS	Pierre		SEVAL	Pierre	
BAGOLLE	Céline	×	AYAYI	Sylvie	
CDC DES PORTES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
MONGET	Alain	×	ROUGIER	Frédéric	
CHAZALLET	Patrice	×	DARRACQ	Elizabeth	
GOEURY	Céline	×	CASTAING	Corinne	
BARRABES	Xavier	×	DELPONT	André	
FAYE	Lionel	×			
CDC DU CREONNAIS					
ZABULON	Alain	×	MONNERIE	François	
PAGÈS	Bernard	×	LAFON	Maryvonne	×
CHIRON-CHARRIER	Marie-Antoinette	×	BARTHET-BARATEIG	Romain	
BOIZARD	Alain	×	JOYEUX	Jean-Luc	

Nombre de délégués en exercice : 24 titulaires

Quorum : 13

Délégués présents (titulaires et suppléants) : 18

Délégués excusés en cours de séance : 2 (Marie Antoinette Chiron-Charrier à 19h15, Alain Zabulon à 19h35)

Délégués représentés : 2 (pouvoir de Michel Joucreau à Maryse Aubin et Christophe Colinet à Alain Monget)

Délégués représentés en cours de séance : 0

Suppléant ayant pris part au vote : Patrick Bonnier

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-200049682-20230928-29-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/10/2023

Affichage : 05/10/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Les 5 Communauté de communes sont engagées dans le Contrat d'Objectifs Territorial (COT) de l'ADEME, piloté et animé par le Pôle Territorial.

L'objectif du COT est de permettre l'accélération de la transition écologique sur le Cœur Entre-deux-Mers **et d'apporter, dès cette première année, un soutien financier à des projets mutualisés.**

Au vu des ambitions affichées par les Communautés de Communes dans leurs PCAET respectifs en matière de développement des énergies solaires, la mise en place d'un **cadastre solaire** a été identifiée comme un outil particulièrement pertinent pour le territoire.

Le cadastre solaire permet à chaque habitant d'un territoire de pouvoir visualiser son logement et d'estimer le potentiel solaire de sa toiture, de faire des simulations photovoltaïques et d'identifier la meilleure rentabilité d'un tel projet. Enfin, l'outil met en relation les porteurs de projets avec des acteurs spécialisés de la filière photovoltaïque.

Sur le territoire, les Communautés de Communes Les Rives de la Laurence et Rurales de l'Entre-deux-Mers disposent déjà d'un cadastre solaire opérationnel.

Il s'agira donc de créer un cadastre solaire complet pour les Communautés de Communes des Coteaux Bordelais, des Portes de l'Entre-deux-Mers et du Créonnais et de mettre à jour celui des Rives de la Laurence.

La mutualisation d'un cadastre solaire permettra de réduire de manière significative les coûts d'investissement et de licence annuelle.

Coût investissement :

Coût d'un Cadastre solaire pour 1 Communauté de communes (Créonnais, Portes, Coteaux) <u>sans la mutualisation</u>	Coût d'un Cadastre solaire pour 1 Communauté de communes (Créonnais, Portes, Coteaux) <u>avec la mutualisation</u>
24 840 € TTC	6 000 € TTC

Rénovation complète du cadastre solaire de la Cdc Les Rives de Laurence <u>sans la mutualisation</u> reste à charge de la Cdc	Rénovation complète du cadastre solaire de la Cdc Les Rives de Laurence <u>avec la mutualisation</u> reste à charge de la Cdc
21 840 € TTC	11 040 € TTC

Coût licence annuelle :

Coût de la licence annuelle pour 1 Communauté de communes <u>sans la mutualisation</u>	Coût de la licence annuelle pour 1 Communauté de communes <u>avec la mutualisation</u>
2 040 € TTC	905 € TTC

Un courrier d'engagement a été demandé à ces 4 communautés de communes.

Le budget prévisionnel global sera le suivant :

Investissement :

	Dépenses TTC		Recettes TTC
Cadastre solaire mutualisé	34 920 €	Fonds ADEME portés par le Pôle (dont 1 100 € cadastre Cdc Rives de la Laurence)	11 100 €
		Cdc des Portes de l'E2M	6 000 €
		Cdc du Créonnais	6 000 €
		Cdc Les Coteaux Bordelais	6 000 €
		PETR (FCTVA)	5 820 €
	34 920 €		34 920 €

Fonctionnement année 1 :

	Dépenses TTC		Recettes TTC
Licences mutualisées	2 940 €	Cdc des Portes de l'E2M	905 €
		Cdc du Créonnais	905 €
		Cdc Les Coteaux Bordelais	905 €
		Fonds ADEME portés par le Pôle	225 €
	2 940 €		2 940 €

Fonctionnement années suivantes - coût par an :

	Dépenses TTC		Recettes TTC
Licences mutualisées	2 940 €	Cdc des Portes de l'E2M	905 €
		Cdc du Créonnais	905 €
		Cdc Les Coteaux Bordelais	905 €
		Cdc Les Rives de la Laurence	225 €
	2 940 €		2 940 €

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité,

- de valider le plan de financement de l'opération citée ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à déposer une demande de subvention pour l'opération citée ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à signer les documents relatifs à cette opération.

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision de nomination peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication,
- le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait et délibéré le 28 septembre 2023

Le Président,


Alain MONGET

